

---

Troisième session, vingt-neuvième Législature

---

---

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**PROJET DE LOI 19**

**BILL 19**

Loi assurant la reprise des services  
dans le secteur public

An Act to ensure resumption of services  
in the public sector

---

Première lecture

---

---

First reading

---



M. BOURASSA

## PROJET DE LOI 19

Loi assurant la reprise des services dans le secteur public

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### SECTION I

#### INTERPRÉTATION

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient:

*a*) « salarié »: un salarié au sens du Code du travail qui fait partie du personnel d'une commission scolaire, d'un collège d'enseignement général et professionnel, d'une institution au sens de la Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67), d'un hôpital au sens du paragraphe *a* de l'article 1 de la Loi des hôpitaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 164), d'un centre de services sociaux, d'un centre d'accueil, de la fonction publique au sens de la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14) ou de la Société des alcools du Québec;

*b*) « employeur »: une personne qui emploie un salarié;

*c*) « association de salariés »: une association de salariés au sens du Code du travail;

*d*) « commission scolaire »: une commission scolaire régionale, une commission scolaire centrale protestante, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commis-

## BILL 19

An Act to ensure resumption of services in the public sector

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

### DIVISION I

#### INTERPRETATION

**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean:

*(a)* "employee": an employee within the meaning of the Labour Code who is part of the personnel of a school board, a general and vocational college, an institution within the meaning of the Private Education Act (1968, chapter 67), a hospital within the meaning of paragraph *a* of section 1 of the Hospitals Act (Revised Statutes, 1964, chapter 164), a social service centre, a reception centre, the civil service within the meaning of the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) or the Québec Liquor Corporation;

*(b)* "employer": a person who employs an employee;

*(c)* "association of employees": an association of employees within the meaning of the Labour Code;

*(d)* "school board": a regional school board, a Protestant central school board, the Protestant School Board of Greater Montreal, the Protestant School Board of Greater Québec, the Catholic School Commission of Québec, the Montreal Catholic

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet a pour objet de mettre fin à la grève qui sévit présentement dans le secteur public.*

*Ordre est donné aux grévistes de retourner au travail à compter de 00.01 heure samedi le 22 avril 1972 et aux employeurs de les reprendre à la même date.*

*La commission parlementaire de la fonction publique recevra des explications relatives à la négociation des ententes collectives à compter du 25 avril 1972 et fera rapport au plus tard le 15 mai 1972.*

*À défaut d'entente entre syndicats et employeurs avant le 1<sup>er</sup> juin 1972, le gouvernement décrètera les conditions de travail des salariés jusqu'au 30 juin 1974.*

#### EXPLANATORY NOTES

*The object of this bill is to end the strike going on in the public sector.*

*Strikers are ordered to go back to work as of one minute past midnight on Saturday the 22nd of April 1972 and employers are ordered to take them back on the same date.*

*The Parliamentary Committee on the Civil Service will be receiving explanations regarding the negotiation of collective agreements from the 25th of April 1972 and will report not later than the 15th of May 1972.*

*If unions and employers fail to agree before the 1st of June 1972, the Government will prescribe employees' conditions of employment until the 30th of June 1974.*

sion des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal et toute commission scolaire régie par la Loi de l'instruction publique;

e) « centre de services sociaux »: une installation où on fournit des services d'action sociale en recevant ou visitant les personnes qui requièrent pour elles ou leurs familles des services sociaux spécialisés et en offrant aux personnes qui font face à des difficultés d'ordre social l'aide requise pour les secourir, notamment en mettant à leur disposition des services de prévention, de consultation, de traitement psychosocial ou de réadaptation, d'adoption, de placement d'enfants ou de personnes âgées, à l'exclusion toutefois d'un cabinet privé de professionnel;

f) « centre d'accueil »: une installation où on accueille pour les loger, entretenir, garder sous observation, traiter ou réadapter, des personnes qui, en raison de leur âge ou de déficiences physiques, caractérielles, psychosociales ou familiales, doivent être soignées ou gardées en résidence protégée ou, s'il y a lieu, en cure fermée, y compris une pouponnière ou une garderie d'enfants mais à l'exception d'une installation maintenue par une institution religieuse pour y recevoir ses membres et adhérents;

g) « grève »: une grève au sens du Code du travail ainsi qu'un ralentissement d'activité de nature à limiter la prestation des services;

h) « lock-out »: un lock-out au sens du Code du travail.

School Commission and any school board governed by the Education Act;

(e) "social service centre": facilities in which social action services are provided by receiving or visiting persons who require specialized social services for themselves or their families and by offering to persons facing social difficulties the aid necessary to assist them, especially by making available to them services for prevention, consultation, psycho-social or rehabilitation treatment, adoption and placement of children or aged persons, excluding however a professional's private consulting office;

(f) "reception centre": facilities in which persons are received for lodging, maintenance, keeping under observation, treatment or rehabilitation, when by reason of age or physical, personality, psycho-social or family deficiencies, they must be treated or kept in protected residence or, if need be, for close treatment, including nurseries and day nurseries, except facilities maintained by a religious institution to receive its members and followers;

(g) "strike": a strike within the meaning of the Labour Code and a slowdown intended to limit the provision of services;

(h) "lock-out": a lock-out within the meaning of the Labour Code.

## SECTION II

### REPRISE DES ACTIVITÉS

**2.** Tout salarié doit se présenter au travail à compter de 00.01 heure samedi le 22 avril 1972 pour remplir les devoirs de sa fonction et fournir ses services à son employeur aux conditions habituelles.

**3.** Tout employeur doit, à compter de 00.01 heure samedi le 22 avril 1972, organiser la reprise de ses services et réintégrer dans leurs fonctions toutes les personnes visées à l'article 2.

## DIVISION II

### RESUMPTION OF ACTIVITIES

**2.** Every employee shall report for work as of 12:01 o'clock in the morning of Saturday the 22nd of April 1972 to perform the duties of his office and render services to his employer on the usual conditions.

**3.** Every employer shall, as of 12:01 o'clock in the morning of Saturday the 22nd of April 1972, arrange for the resumption of his services and reinstate in their positions all the persons contemplated in section 2.

**4.** Toute association de salariés représentant des personnes visées à l'article 2 ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle une telle association adhère ou est affiliée, doit prendre les moyens appropriés pour amener les membres d'une telle association à se conformer à l'article 2.

Toute personne qui, le 11 avril 1972, était fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une telle association ou d'une telle union, fédération ou confédération ou qui l'est devenu ou le devient par la suite doit aussi prendre les moyens appropriés pour amener les membres de l'association à se conformer à l'article 2.

### SECTION III

#### CONDITIONS DE TRAVAIL PROVISOIRES

**5.** Jusqu'à ce que les conditions de travail des salariés aient été établies suivant la loi ou par décret suivant l'article 10, les salariés ainsi que leurs employeurs sont liés par les conditions de travail prévues aux dernières conventions collectives qui leur étaient applicables.

**6.** La grève et le lock-out sont prohibés à tout salarié ou employeur, suivant le cas, sous les peines prévues par la présente loi, jusqu'à ce que les conditions de travail de l'ensemble des salariés aient été établies suivant la loi ou, à défaut, jusqu'au 30 juin 1972.

**7.** Toute association de salariés représentant des salariés visés à l'article 6 ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle une telle association adhère ou est affiliée, doit prendre les moyens appropriés pour amener les membres d'une telle association à se conformer à l'article 6.

Toute personne qui, le 11 avril 1972, était fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une telle association ou d'une telle union, fédération ou confédération ou qui le devient par la suite doit aussi prendre les moyens appropriés pour amener les membres de l'association à se conformer à l'article 6.

**4.** Every association of employees representing persons contemplated in section 2 and every union, federation or confederation to which such an association belongs or is affiliated shall take the appropriate steps to induce the members of such association to comply with section 2.

Every person who on the 11th of April 1972 was an officer, administrator, employee, agent or adviser of such an association or of such a union, federation or confederation or who later became or becomes such shall also take the appropriate steps to induce the members of the association to comply with section 2.

### DIVISION III

#### PROVISIONAL CONDITIONS OF EMPLOYMENT

**5.** Until the conditions of employment of the employees have been established by law or by decree under section 10, the employees and their employers are bound by the conditions of employment provided in the last collective agreements applicable to them.

**6.** Strikes and lock-outs are prohibited to any employee or employer, as the case may be, under the penalties provided in this act, until the conditions of employment of all the employees have been established by law or, failing it, until the 30th of June 1972.

**7.** Every association of employees representing employees contemplated in section 6, and every union, federation or confederation to which such an association belongs or is affiliated, shall take the appropriate steps to induce the members of such association to comply with section 6.

Every person who, on the 11th of April 1972, was an officer, administrator, employer, agent or adviser of such an association, union, federation or confederation, or who later becomes so shall also take the appropriate steps to induce the members of such association to comply with section 6.

## SECTION IV

## RÈGLEMENT DU DIFFÉREND

**8.** La commission parlementaire de la fonction publique se réunit mardi le 25 avril 1972 pour recevoir les explications relatives à la négociation d'ententes collectives entre les associations de salariés et les employeurs.

**9.** La commission fait rapport au plus tard le 15 mai 1972.

**10.** À défaut d'ententes collectives entre les associations de salariés et les employeurs avant le 1<sup>er</sup> juin 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par décret, au plus tard le 30 juin 1972, les conditions de travail des salariés jusqu'au 30 juin 1974. Ce décret a l'effet d'une sentence arbitrale qui aurait été rendue en vertu du Code du travail dès l'expiration des conventions collectives expirées.

Ce décret doit tenir compte des dernières offres patronales.

## SECTION V

## PÉNALITÉ

**11.** Quiconque contrevient à l'article 2 ou à l'article 6 commet une infraction et est passible d'une amende de \$50 à \$250 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

**12.** Tout employeur visé à l'article 3 ou à l'article 7 qui contrevient à l'un de ces articles ainsi que tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un tel employeur, qui participe à un acte posé par l'employeur contrairement à l'article 3 ou à l'article 7 ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

**13.** Toute association de salariés et toute union, fédération ou confédération visées à l'article 4 ou à l'article 7, qui

## DIVISION IV

## SETTLEMENT OF THE DISPUTE

**8.** The Parliamentary Committee on the Civil Service shall meet on Tuesday the 25th of April 1972 to receive explanations respecting the negotiation of collective agreements between the associations of employees and the employers.

**9.** The Committee shall report not later than the 15th of May 1972.

**10.** Failing collective agreements between the associations of employees and the employers before the 1st of June 1972, the Lieutenant-Governor in Council shall determine by decree, not later than the 30th of June 1972, the conditions of employment of the employees until the 30th of June 1974. Such decree shall have the effect of an arbitration award which would have been rendered under the Labour Code at the expiry of the expired collective agreements.

Such decree must take into account the last offers of the employers.

## DIVISION V

## PENALTIES

**11.** Whoever contravenes section 2 or 6 is guilty of an offence and is liable to a fine of \$50 to \$250 for each day or part of a day during which the offence continues.

**12.** Every employer contemplated in section 3 or 7 who contravenes either of such sections, and any officer, administrator, employee, agent or adviser of such employer, who participates in any act done by the employer contrary to section 3 or 7 or who assents to it or acquiesces therein, is guilty of an offence and is liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

**13.** Every association of employees and every union, federation or confederation contemplated in section 4 or 7,

autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 2 ou à l'article 6 ou qui contrevient à l'article 4 ou à l'article 7, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 2 ou à l'article 7 ou pendant lequel dure la contravention à l'article 4 ou à l'article 7.

Lorsqu'une de ces associations de salariés ou une de ces unions, fédérations ou confédérations a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction, que l'association de salariés, l'union, la fédération ou la confédération ait ou non été poursuivie ou reconnue coupable.

**14.** Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association de salariés ou d'une union, fédération ou confédération visées à l'article 13, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 2 ou à l'article 6, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 2 ou à l'article 6.

L'association de salariés, l'union, la fédération ou la confédération visées à l'article 13, dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.

**15.** Les poursuites prévues aux articles 11 à 14 ne peuvent être intentées que par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

**16.** Le procureur général doit faire enquête chaque fois qu'une plainte écrite lui signale qu'une infraction a été commise à la présente loi; s'il est d'avis qu'une

which authorizes, encourages or incites a person to contravene section 2 or 6 or contravenes section 4 or 7, is guilty of an offence and is liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person contravenes section 2 or 7 or during which the contravention of section 4 or 7 continues.

Where any such association of employees or any such union, federation or confederation has been guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, each of its officers, administrators, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence or who assented to it or acquiesced therein, is deemed a party to the offence and is liable to the penalty provided for such offence, whether the association of employees, the union, federation or confederation has or has not been prosecuted or convicted.

**14.** Every officer, administrator, employee, agent or adviser of an association of employees or of a union, federation or confederation contemplated in section 13, who authorizes, encourages or incites a person to contravene section 2 or 6, is guilty of an offence and is liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person contravenes section 2 or 6.

The association of employees, union, federation or confederation contemplated in section 13, whose officer, administrator, employee, agent or adviser is guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, is a party to such offence and is liable to the prescribed fine in the same manner as such person.

**15.** The proceedings contemplated in sections 11 to 14 may be instituted only by the Attorney-General or any person whom he authorizes generally or specially in writing for that purpose.

**16.** The Attorney-General shall make an inquiry whenever a written complaint indicates to him that an offence has been committed against this act; if he is of

telle infraction a été commise, il intente contre le contrevenant les poursuites que les circonstances justifient.

**17.** Les peines prévues aux articles 11 à 14 sont imposées sur poursuite sommaire et la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

**18.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

opinion that such an offence has been committed, he shall institute against the offender the proceedings that circumstances warrant.

**17.** The penalties provided in sections 11 to 14 shall be imposed upon summary proceeding and Part II of the Summary Convictions Act shall apply.

**18.** This act shall come into force on the day of its sanction.